La visite à Paris de M. Bicyamhumaka a déchaîné la colère du Front patriotique rwandais (FPR, rébellion armée), qui critique sévèrement le gouvernement français. Le FPR rappelle que «la France a été activement impliquée au côté de l'armée gouvernementale rwandaise au cours des trois années qu'a duré le conflit armé», déclenché à l'autonne 1990.

«La France a fourni des armes, un support logistique et de conseil; elle a entraîné la garde et les milices présidentielles. Etant donné l'ampleur des massacres perpétrés

le conflit armé », déclenche à l'automne 1990.

«La France à fourni des armes, un support logistique et de conseil; elle a entraîné la garde et les milices présidentielles. Etant donné l'ampleur des massacres perpètrés par cette garde présidentielle et cette milice au cours des trois dernières semaines, on est fondé à conclure que ces hommes ont bien appris de leurs instructeurs français », déclare le FPR dans un communiqué diffusé depuis New-York.

## RWANDA

## Le rôle de la France dénoncé par les rebelles

En visite à Paris, où il a été reçu par les autorités françaises, le ministre des affaires étrangères du gouvernement intérimaire rwandais, mis en place après la mort du président Juvénal Habyarimana le 6 avril, Jérôme Bicyamhumaka, a jugé «exagéré» le chiffre de 100 000 morts, avancé comme bilan des massacres commis dans

6 avril, Jérôme Bicyamhumaka, a jugé «exagéré» le chiffre de 100 000 morts, avancé comme bilan des massacres commis dans son pays au cours des trois dernières semaines: «A mon avis, 100 000 c'est trop, 100 000 morts je n'y crois pas», a-t-il dit au cours d'une conférence de presse, jeudi 28 avril à Paris, démentant les chiffres avancés par les organisations non gouvernementales et le Comité international de la Croix-Rouge, dont les représentants sont toujours au Rwanda.